

«La liberté d'expression en crise»

Mouna Hussain

En quoi consiste cette notion si chère à notre société? Quelle est son importance et sa portée dans le monde contemporain? L'Espace Public Politique fonctionne-t-il encore en Suisse? La démocratie peut-elle subsister sans débat? Les médias poussent-ils à la réflexion ou sont-ils devenus des entreprises de profit? Autant de problématiques abordées mercredi passé par Andreas Gross, homme politique suisse, lors de sa conférence à la Collégiale de Neuchâtel.

Le socialiste commence par un constat qu'a fait Arnold Hottinger, grand journaliste et reporter au Moyen-Orient, qui est le suivant: *Le manque de compréhension conduit au manque de confiance et à la peur*. Hors, selon M. Gross, les suisses ont peur. Ils se sentent perdus, alors même qu'ils vivent dans l'un des pays les mieux lotis de la planète. Paradoxe à éclairer.

La liberté d'expression sous un nouveau jour

Fondement de la démocratie et droit fondamental, ce leitmotiv fait souvent débat. Notre conférencier, lui, y voit bien plus qu'un droit de dire ce que l'on pense, c'est avant tout le droit d'être écouté. Et là, on peut se demander, qui parmi nous se sent réellement écouté? Et quelle est la proportion de personnes à ne pas dire, parce qu'au final on ne sera pas entendu ni respecté? Voilà le cœur du problème. D'autre part, que veut dire liberté? Andreas Gross estime qu'il ne s'agit pas d'un droit passif, mais bien une incitation et une capacité à agir. De cette position découle le constat que la liberté d'expression doit être une invitation à se manifester, à réfléchir et à contribuer aux décisions.

L'espace public politique (EPP) en disfonctionnement

Et pour exercer cette liberté de réfléchir et d'agir sur la société, Andreas Gross introduit la notion d'espace public politique, sphère de médiation entre les institutions politiques et les citoyens, où le peuple exprime ses volontés à ceux qui le représentent. L'EPP tient ainsi un rôle primordial dans une société démocratique car, en plus de son rôle de médiation, il offre un lieu d'entente et de débat entre citoyens dans le but de se faire soi-même une opinion. Finalement, l'EPP est un domaine dans lequel l'être humain peut devenir citoyen en y abandonnant ses intérêts personnels au profit du bien commun. Cet espace est donc un lieu d'autonomie et de liberté.

Hors, d'après Andreas Gross, nous assistons actuellement à un dysfonctionnement sévère de cet espace public politique. Celui-ci ne remplirait plus correctement ses multiples fonctions nécessaires à une démocratie saine et vivante. La peur ainsi que l'irrespect vis-à-vis des institutions politiques seraient les symptômes d'une telle défaillance. Certes, des espaces publics partiels existent toujours,

la conférence reportée ici en est un parfait exemple, mais ce sont là des privilèges partiels qui ne pourraient remplacer un espace public national ou cantonal. Notre statut de démocratie directe, qui partage le pouvoir avec ses citoyens à travers les initiatives et référendums, rend encore plus grave une faiblesse de l'espace public. En notre qualité de peuple souverain, nous ne pouvons souffrir un manque de débat.

Les médias, au service de qui?

Pour que l'espace public existe, il doit être créé et entretenu. Hors, les médias, brandissant le bouclier qu'est la liberté d'expression, semblent être les organisateurs naturels des débats sociaux. C'est en tout cas ainsi que la presse du début du 20^{ème} siècle se positionnait. Riche en informations, quoique très partisane, elle se lisait en groupe dans les cafés et bistrot, donnant matière à réflexion et forgeant les opinions. Les années 70 et 80 ont vu naître des médias «forum» pluralistes, qui s'efforçaient de représenter des points de vue différents. Dans tous les cas primaient alors le débat et la réflexion. Mais au cours des 20 dernières années, une nouvelle priorité s'est établie, celle de la rentabilité. Le business est devenu le nouveau fer de lance des médias. Selon des études citées par Andreas Gross, 80% des médias suisses visent 10-15% de bénéfices, alors que 50 ans en arrière, les productions se satisfaisaient de 4-5%. Ainsi, les journaux, entraînés dans la valse du capitalisme, veulent désormais être aussi performants que toute autre entreprise. Cette dynamique entraîne un constat fâcheux; on ne publie plus ce que l'on estime important, mais ce qui se vend le mieux. Le glissement s'est peu à peu fait vers une presse de sensation, de scandalisations et de conflictualisation.

Le contexte, autrefois primordial, n'est plus que partiel, morcelé, amputé. Les événements sont reportés, mais nous n'avons pas les éléments pour les comprendre, et ne pas en avoir peur comme l'a insinué Arnold Hottinger. Le contenu, lui, s'est transformé. A la place d'articles détaillés sur les processus politiques ou sur les questions institutionnelles, on trouve aujourd'hui plus facilement des événements traités de manière superficielle ainsi que des sujets people qui amusent les gens, mais qui ne les aident nullement à la compréhension des autres et de la politique. Le manque de journalistes, de moyens financiers et de temps découragent les sujets complexes à décortiquer. Ils sont donc simplement écartés.

Concentration horizontale et verticale, au mépris de la pluralité

Parallèlement à ces changements radicaux, une concentration médiatique s'est faite. La moitié de la presse d'il y a 30 ans a disparu. Ne restent désormais que peu de titres par régions, appartenant souvent à la même production. C'est ce qu'on appelle la concentration horizontale qui affaiblit la pluralité des médias suisses. La concentration verticale, interdite dans certains pays, se pratique librement dans notre confédération. C'est ainsi que la presse écrite, la radio et la télévision peuvent être aux mains de mêmes groupes, mettant encore plus en danger la diversité médiatique. Selon notre homme politique, ce manque de concurrence et de compétition a un effet néfaste sur la qualité journalistique. Pour combattre cette tendance, d'autres pays comme la Suède ont mis en place le financement étatique d'un second journal dans les régions monopolisées par un seul titre.

Une croyance stipule que la télévision, la radio et internet pallient à ce manque de diversité dans les journaux. M. Gross n'est pas de cet avis et proclame qu'aucun média ne peut apporter autant de substance que celle de la presse écrite. Même internet, qui réduit le temps et l'espace, ne peut

compenser l'homogénéité ambiante. C'est un outil utile pour les personnes qui ont compris le cadre d'un évènement et qui se posent des questions précises. Ceux qui sont perdus, eux, ne sauront quoi chercher dans cette jungle du web. Alors qu'une bonne presse écrite introduira des éléments que le lecteur ne cherchait pas forcément et qui le guideront dans de nouvelles perspectives.

Une lueur d'espoir, tout de même, dans ce tableau sombre que nous peint Andreas Gross. L'espace public politique en suisse romande lui semble mieux loti qu'en suisse alémanique. Et cela grâce à nos radios qui animent régulièrement des débats entre journalistes et acteurs politiques, ce qui se fait apparemment rarement de l'autre côté du *Röstigraben*. Malheureusement, cet espace public au niveau régional n'est pas suffisant pour toute la confédération.

Pour conclure, Andreas Gross réaffirme que l'espace public politique est devenu trop mince et guidé par l'argent. Il ouvre cependant la porte sur des solutions. L'Etat devrait à son sens compenser les déficits de l'EPP et soutenir une pluralité des médias. De même, la liberté d'expression ne devrait pas se placer dans le monde du business, mais être considérée comme un service public. Finalement, il faudrait cesser de traiter le peuple de «public» passif, et l'aider à s'ériger en acteur de notre société, en citoyen.

Infos: Andreas Gross est un homme politique suisse, membre du parti socialiste. Conseiller national depuis 1991, il anime régulièrement un groupe de réflexion sur la démocratie et l'Europe.

Pour en savoir plus: <http://www.andigross.ch/>